

OBSERVATOIRE
DES / CIVIC / TECH
& / DE / LA / DÉMOCRATIE
NUMÉRIQUE

RAPPORT D'ACTIVITÉ
2018





Un projet :



En partenariat avec :



BANQUE des
TERRITOIRES



LE GROUPE LA POSTE



Le réseau
de transport
d'électricité



A PROPOS DE L'OBSERVATOIRE

Pourquoi un observatoire?

Depuis quelques années, les expérimentations d'outils numériques de participation se multiplient à différentes échelles de gouvernement (collectivités locales, Etat, Union Européenne) ainsi que dans des organisations privées (entreprises, associations, syndicats, partis politiques). Un véritable écosystème de l'innovation démocratique se met en place, associations et start-ups rivalisant d'inventivité pour développer de nouveaux outils et méthodes de co-production et de co-décision.

Dans ce contexte, acteurs traditionnels et nouveaux entrants dans le champ de la participation et de la représentation (associations, consultants, collectivités, élus, syndicats, entreprises, agences publiques, start-ups) expriment une demande d'analyse, de décryptage et d'échanges sur les enjeux politiques, économiques et sociaux de ces « civic tech » et plus largement de la démocratie numérique et de la gouvernance ouverte.

En effet, de nombreuses questions se posent aujourd'hui sur ces innovations. La première est celle de leurs impacts, potentiels et réels, sur les pratiques et les formes de participation et d'engagement citoyen. Par ailleurs, ces nombreuses innovations doivent dépasser l'expérimentation et sont aujourd'hui confrontées au défi d'assurer leur passage à l'échelle, voire leur institutionnalisation. Enfin, l'entrée de nouveaux acteurs dans le champ de la participation pose la question de leur professionnalisation et de leur reconnaissance.

Décider ensemble occupe une position privilégiée pour soutenir l'échange d'expériences et un retour réflexif sur les pratiques de participation numérique à différentes échelles, ainsi que pour mettre en lien les nouveaux entrants avec les professionnels de la participation. L'Observatoire des civic tech & de la démocratie numérique, lancé officiellement en septembre 2018, offre un cadre partenarial et indépendant qui permet de mettre en réseau les différents acteurs et de soutenir l'expérimentation démocratique et son intégration aux pratiques participatives.





OBJECTIFS

01

Cartographier le milieu de la civic tech et en décrypter les enjeux

Quels sont les acteurs impliqués et concernés? Comment les technologies sont-elles déployées et utilisées à l'échelle locale et nationale? Quelles sont les questions techniques, économiques, politiques, et sociales soulevées par l'usage du numérique dans les démarches de participation et de co-décision? Quels sont les effets potentiels et réels des *civic tech* sur les pratiques participatives et les organisations? L'observation et cette analyse du secteur se feront en lien avec la recherche académique et les experts.

02

Engager les professionnels déployant des technologies numériques de participation et d'engagement citoyen.

Favoriser le partage d'expériences, les collaborations et un apprentissage commun entre tous les acteurs impliqués dans le développement et la mise en œuvre de technologies numériques pour la participation et l'engagement citoyen: Etat, collectivités, entreprises et start-ups, associations, citoyens... Il s'agit notamment de mettre en lien les nouveaux professionnels de la « civic tech » avec les professionnels de la participation intégrés au sein des institutions publiques, des associations et des entreprises.

03

Identifier les conditions de succès de ces innovations et soutenir les acteurs dans leur mise en œuvre

L'articulation avec les pratiques des professionnels de la participation et avec les attentes des acteurs de terrain comme des citoyens est centrale pour assurer l'appropriation des expérimentations démocratiques mobilisant des technologies numériques. L'analyse de l'ingénierie déployée par ces nouveaux acteurs (outils, méthodes, compétences) permet de produire des guides, cahiers des charges ou bonnes pratiques afin de permettre leur passage à l'échelle et favoriser la professionnalisation des acteurs.

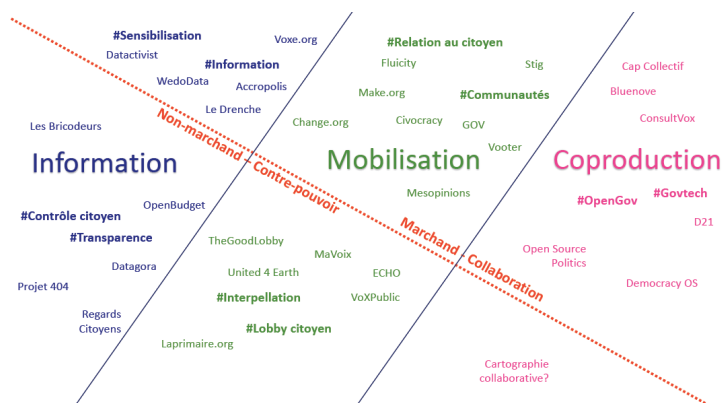


2018 EN BREF



26.09 - L'observatoire est officiellement lancé à l'occasion d'un cocktail à la Questure sous le haut patronage de Mounir Mahjoubi, Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé du Numérique.

18.11 - La 1e version de la Cartographie des civic tech en France est présentée au comité d'orientation de l'observatoire.



Baromètre de la démocratie locale numérique

édition 2018

05.12 Les résultats du Baromètre de la démocratie locale numérique sont présentés en avant-première au Forum des Interconnectés à Lyon.

10.12 - Près de 200 personnes assistent au colloque "Débattre et décider à l'ère des réseaux sociaux", réalisé avec le soutien d'Enedis.





ACTIVITES RESEAU

26 septembre : cocktail de lancement officiel de l'Observatoire des civic tech & de la démocratie numérique dans les salons de la Questure à l'Assemblée nationale en présence des partenaires financiers (RTE, Groupe La Poste, Banque des Territoires, Enedis) et opérationnels (Agence du Numérique Démocratie Ouverte, Etalab, F0rk, Institut de la concertation, Interconnectés). Ces partenaires se sont également réunis le 28 mars, le 12 juillet et le 6 novembre en Comités d'orientation.

27 novembre 2018 : organisation d'un atelier à la conférence ODP à Barcelone sur les indicateurs d'impact des dispositifs participatifs numériques et les manières de combiner ces derniers à des actions en présentiel.

Participation au groupe de travail « Démocratie Numérique » des Interconnectés (Réseau des territoires innovants) durant l'année 2018.

5 décembre 2018 : Forum des Interconnectés à Lyon, organisation d'un atelier de travail sur la mise en œuvre d'outils numériques de participation.

18 mars et le 19 octobre : participation à l'exploration Explor'Ables du Commissariat Général au Développement Durable.

Patrice Carré et Tatiana de Feraudy sont **membres du jury et du comité technique de l'association Villes internet** pour les labels Territoire, Ville et Village internet (rencontres du 15 mars et du 6 décembre).

28 au 30 juin : Etats généraux de l'Entrepreneuriat citoyen à Essaouira sous le haut patronage d'Emmanuel Macron et du roi du Maroc Mohammed VI organisé par Thinkers & Doers. Décider ensemble a contribué à leur préparation (en particulier aux ateliers et temps de discussion de la technologie et des nouvelles formes de gouvernance {dont civic tech}).





Décider ensemble s'est associé à un projet de collaboration internationale « Expertise, Savoirs Politiques et Crises » porté par plusieurs universités britanniques (dont University of the West of Scotland) et un grand nombre de partenaires européens. Si le projet est sélectionné dans le cadre d'un appel à projets (candidature soumise en décembre), des événements européens pourront être organisés, notamment sur la prise en compte de l'expertise et de la participation citoyenne dans la décision publique.

Dans le cadre de l'Observatoire des civic tech et de la démocratie numérique, et notamment avec le soutien du **réseau Code for France** (anciennement Open Democracy Now), de **premiers contacts ont été tissés avec plusieurs acteurs** et pourront faire l'objet de partenariats futurs :

- o la communauté « civic tech » suédoise (Digidem Lab) ;
- o la communauté GOv à Taiwan, qui organise tous les ans une manifestation centrale, le GOV Summit, ainsi qu'avec le conseiller culturel à Taiwan ;
- o l'association britannique MySociety, qui organise à Paris la 4e édition de la rencontre TICTeC en 2019, à laquelle l'Observatoire sera associé ;
- o la communauté Code for All à l'international et Data for Good en France.



A partir de la fin de l'année 2017, Décider ensemble a commencé à développer le projet d'un Observatoire de la civic tech et de la démocratie numérique, qui prendrait la suite de l'Observatoire de la gouvernance ouverte. Avec le recrutement de Tatiana de Feraudy en janvier 2018, le projet a été développé puis lancé officiellement en septembre, une fois que les soutiens financiers triannuels de la Banque des territoires, du Groupe la Poste et de RTE (Réseau de transport d'électricité) avaient été confirmés.

L'Observatoire a pour objectif de poursuivre les activités de recherche liées à la démocratie numérique (étude de 2012 sur l'Open Data, baromètre de la démocratie locale numérique, études ciblées). Il permet aussi de créer des lieux de rencontre entre acteurs et de produire des outils pour soutenir la mise en œuvre opérationnelle des démarches participatives au sein des administrations, des collectivités locales et des entreprises.

BAROMETRE

L'enquête 2018 du baromètre de la démocratie locale numérique a eu lieu en trois phases :

- 1) révision du questionnaire pour soutenir une recension qualitative des dispositifs de démocratie locale numérique, avec le soutien des membres du comité d'orientation de l'observation ;
- 2) diffusion auprès des collectivités (entre octobre et novembre) à travers la newsletter de Décider ensemble, les réseaux sociaux, et des envois de mails ciblés à 20 000 contacts (élus, DGS / DGA, agents des directions en lien avec le numérique et/ou la citoyenneté) de 5 000 collectivités (communes de plus de 3 500 habitants, départements, intercommunalités, régions, métropoles).

Les répondants sont constitués de 71 collectivités ayant répondu à 32 questions détaillées sur leur stratégie et dispositifs de participation. Par ailleurs, 20 collectivités ont rempli une « fiche-dispositif » comprenant 71 points de données sur le développement et la mise en œuvre d'outils numériques de participation. Les premiers résultats du baromètre ont été présentés au Forum des interconnectés en décembre.





Afin de décrypter le secteur des civic tech, une cartographie est en cours de production. Elle comprend :

- un retour historique sur l'émergence des civic tech et la mise en avant de dates centrales pour le milieu ;
- une identification des écosystèmes proches, en interaction, ou servant d'inspiration à ce milieu ;
- une identification des acteurs publics et privés constituant et contribuant à structurer l'écosystème français ;
- une cartographie des dispositifs en fonction de l'objectif principal attribué à la technologie (information, mobilisation, co-production) ;
- une cartographie des enjeux techniques, économiques et politiques structurant le milieu.

La 1re version de la cartographie sera publiée début 2019.



- **Article « Baromètre de la démocratie locale numérique: quelles conditions de succès des civic tech »**, Parole Publique, n° 19 (mars 2018, Tatiana de Feraudy). A partir des résultats 2017 du baromètre de la démocratie locale numérique, cet article propose un état des lieux des pratiques en France. Il souligne également les conditions pour un passage à l'échelle (en termes de publics touchés et de qualité des contributions), de politiques ambitieuses d'inclusion numérique à un ancrage au terrain, en passant par le développement d'indicateurs partagés pour la mesure d'impact.
- **Etude « Débattre et décider à l'ère des réseaux sociaux »** (juin 2018, Luc Vivien et. al.) : en préparation du colloque de décembre, une étude a été commandée à l'Institut Français de Géographie sur la thématique de l'événement. Il s'agissait d'un partenariat permettant à 5 étudiants de réaliser une enquête dans un contexte professionnel. L'étude souligne que les réseaux sociaux offrent de nouveaux espaces d'expression et de débat. Dans le cadre de procédures de concertation et de consultation, ils peuvent être utilisés pour communiquer, mobiliser ou interpeller. Si les concertants privilégient un usage communicationnel, ils peuvent être mis en difficulté par des collectifs citoyens utilisant ces réseaux pour interpeller les décideurs. Une appropriation progressive montre cependant qu'aujourd'hui, les rapports de force sur les réseaux restent souvent identiques à ceux qui existent hors-ligne.
- **Note de cadrage sur la révision constitutionnelle** (mai 2018, Marion Vonfeld) : cette note interroge dans quelle mesure une révision constitutionnelle permettrait de répondre à la crise démocratique à laquelle font face les institutions. La note clarifie les propositions du gouvernement en les liant au contexte politique et institutionnelle, et décrypte les positions des différentes parties prenantes. Enfin, la note fournit des recommandations pour la révision, en particulier sur les manières de renouveler le lien entre gouvernants et gouvernés, de promouvoir la transparence et un processus de prise de décision plus transversal.



EVENEMENTS INTERNES

En 2018, deux événements ont été organisés : la matinée « Budgets participatifs » et le colloque « Débattre et décider à l'ère des réseaux sociaux ».

Matinée Budgets Participatifs en partenariat avec le Forum Métropolitain du Grand Paris et la Caisse des dépôts- le 1er juin.

La matinée a démarré par une plénière, avec une présentation du professeur Yves Sintomer et des retours d'expérience sur les budgets participatifs de Prague et New York.

Les quarante-cinq participants ont ensuite été répartis en quatre ateliers de travail de dix à douze personnes, animés par un modérateur.

Les ateliers étaient ciblés sur :

- l'articulation numérique-présentiel pour les budgets participatifs ;
- les indicateurs de mesure d'impact ;
- le budget participatif dans les grandes aires urbaines ;
- la question de l'inclusion.

Les ateliers ont permis de recueillir les thématiques d'intérêt des participants ainsi que leurs attentes pour un éventuel réseau de partage d'expériences sur le budget participatif.

Les ateliers avaient été développés sur la base d'entretiens préalables réalisés avec des représentants de collectivités à propos de leurs attentes et retours sur les budgets participatifs.

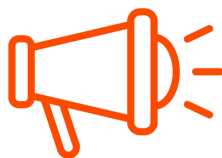
Colloque Débattre et décider à l'ère des réseaux sociaux, en partenariat avec Enedis - le 10 décembre.

Le colloque avait pour objectif de fournir un éclairage et des retours d'expérience sur l'impact des réseaux sociaux sur la construction du débat public et les démarches de participation citoyenne. Une première table-ronde a permis de présenter les enjeux liés à l'information et à la discussion sur les réseaux sociaux. Des chercheurs, des représentants de Google et Facebook et la société civile ont présenté des conclusions sur comment les citoyens s'informent en ligne et les dispositifs publics ou privés qui permettent de réguler la circulation de l'information. Une deuxième table-ronde a permis de discuter l'usage des réseaux sociaux pour des procédures de concertation ou de consultation, pour des acteurs industriels ou des collectivités. Enfin, une dernière table-ronde se concentrait sur les réseaux sociaux comme outils de mobilisation et de dialogue au quotidien avec les citoyens : des ONGs de mobilisation ainsi qu'un chargé de projet de concertation ont partagé conseils et retours d'expérience.

EVENEMENTS

INTERVENTIONS EXTERIEURES

- Présentation « Civic tech et démocratie numérique », La civic tech au CESE, 24 avril.
- Communication « Les civic tech : des outils pour la production d'un citoyen autonome et responsable ? » au colloque Que veut dire autonomie aujourd'hui? Genèses et usages d'un nouvel impératif d'action publique, 18 Juin.
- Contribution aux tracks « OpenGov » et « Communs Numériques » à l'événement Numérique en commun de l'Agence du Numérique, à Nantes, le 13 et 14 septembre.
- Présentation « Civic tech et démocratie numérique » au Mardi de la Smart Région de la Région Ile-de-France le 18 septembre.
- Audition à l'Assemblée nationale, Mission Flash Démocratie Locale et Participation Citoyenne, 13 novembre.
- Intervention à l'événement de la Fonda « Smart City et Participation Citoyenne » le 14 novembre
- Intervention en table ronde "Réinventer la relation avec l'utilisateur à l'ère du numérique" au Salon des Maires et des Collectivités Locales, 21 novembre.
- Intervention en table ronde « Refonder la démocratie », Journées de l'économie autrement, Dijon, le 24 novembre.
- Présentation « Panorama des civic tech & de la démocratie numérique », Plénière du Forum des Interconnectés, Lyon, le 4 décembre.



EVENEMENTS



PARTICIPATION AUX EVENEMENTS EXTERIEURS

- Participation aux Journées doctorales du GIS Démocratie et Participation le 12 et 13 janvier à Tours.
- Présence aux 3e Rencontres nationales du pouvoir d'agir (Collectif pouvoir d'agir) le 3 février.
- Présence à la Journée nationale territoires, villes et villages internet de l'association Villes Internet le 8 février.
- Présence au colloque « La démocratie à l'âge de la post-vérité » au Collège de France le 27 février.
- Participation à la journée Explor'Ables du Commissariat Général au Développement Durable du 19 mars.
- Présence à la présentation des plans d'action du Gouvernement et de l'Assemblée nationale pour la période 2018-2020, dans le cadre du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, le 3 avril.
- Présence au débat de la Fondation Jean Jaurès sur une nouvelle conception et nouvelle gouvernance de l'entreprise, le 4 avril.
- Participation à un temps d'échange avec Christophe Itier, haut commissaire à l'Economie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, 5 avril.
- Participation à la 3e édition de TICTeC (The Impacts of Civic Technology) organisée par MySociety à Lisbonne le 18 et 19 avril.
- Participation à l'atelier Etalab « Accompagner les consultations numériques des administrations » le 23 juillet.
- Participation à la journée « Civic tech for democracy » du projet Supporting Democracy de l'EIDHR (Instrument européen pour la démocratie et les droits humains) de l'UE, le 17 septembre à Bruxelles.
- Présence à la soirée « Open data par principe » organisée par Etalab et la fondation Mozilla le 10 octobre.
- Participation à la journée des 10 ans de l'Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne le 17 octobre.
- Participation au forum GovTech à l'Hôtel de Ville de Paris le 12 novembre.
- Participation à la 18e conférence OIDP « Initiative citoyenne et démocratie directe » à Barcelone du 25 au 27 novembre.
- Participation à la « JAM » Metadecidim à Barcelone le 28 novembre.





2019

Activités 2019

- Rencontres Nationales de la Participation à Grenoble du 11 au 13 mars. L'Observatoire y organise une formation "Civic tech et démocratie locale numérique" ainsi qu'un débat "Open data, datascience, data for good: quelle utilisation des données dans la participation?", et enfin le "civic tech break" 2019.
- Journée de la civic tech et de l'engagement citoyen, le 18 mars à Paris. Plus de 40 intervenant.e.s pour 4 tables-rondes, 3 centrifugeuses, 4 retours d'expérience, 3 ateliers et 3 formations pour dresser un état des lieux de la démocratie numérique en France. Les thématiques choisies sont le Grand débat national, l'utilisation des technologies à visée citoyenne par les institutions, les technologies citoyennes et les écosystèmes de civic tech.
- Colloque "Métiers et compétences pour la démocratie locale numérique", 15 mai 2019, avec Ecoter.

Mais aussi: un petit-déjeuner "Dimension(s) juridique(s) de la participation citoyenne"; un voyage d'études au Canada à l'automne, avec un focus "démocratie numérique", un colloque de fin d'année sur la démocratie en entreprise...



Rejoignez-nous

L'Observatoire des civic tech et de la démocratie numérique cherche de nouveaux partenaires pour déployer ses activités.

Retrouvez-nous sur www.deciderensemble.com (Projets/ Observatoire);
ou sur Twitter: @Obs_CT

